



L'Étincelle

Pour la construction d'un parti des travailleurs
communiste révolutionnaire



PSA
CT VELIZY

Lundi 22 février 2021

Darmanin, Vidal, Le Pen...

Les variants d'extrême droite prolifèrent !

À une semaine d'intervalle, quasiment coup sur coup, deux ministres de Macron affichent leurs affinités avec l'extrême droite. C'est d'abord Gérald Darmanin, ministre de l'Intérieur, qui étale son entente cordiale avec Marine Le Pen, lors du débat sur France 2, le 11 février. Le ministre de Macron va jusqu'à juger la cheffe du RN « *quasiment un peu trop dans la mollesse* » vis-à-vis de l'islam... Un « *trop molle* » qui a tourné en boucle dans les médias, tandis que Marine Le Pen lui rendait la politesse en avouant qu'« *à part quelques incohérences j'aurais pu signer [son] livre* ».

Vidal, soutenue par Blanquer, prend le relais de Darmanin

Puis c'est Frédérique Vidal, ministre de l'Enseignement supérieur, qui va diligenter via le CNRS une enquête sur l'emprise de l'« *islamo-gauchisme* » dans le milieu universitaire.

Des centaines de chercheurs et universitaires, riposte salubre, dénoncent la police des idées, cette chasse aux sorcières, et demandent la démission de la ministre.

Celle-ci n'a d'ailleurs pas innové : il y a quelques mois, son collègue à l'Éducation nationale, Jean-Michel Blanquer, lançait déjà l'anathème d'« *islamo-gauchisme* », amalgamant terrorisme islamiste et extrême gauche (allez savoir qui ça visait !), contre tous ceux qui dénonçaient la politique de racisme d'État dirigé contre les musulmans – mise en œuvre en particulier avec cette « *loi contre les séparatismes* » qui vient d'être adoptée par le parlement.

La droite extrême louche vers l'électorat d'extrême droite...

Voilà des mois que Macron et son staff sont en campagne électorale pour les prochaines régionales, si elles ont lieu avant l'été, tout en visant la présidentielle de 2022.

Résultat : ce dont Marine Le Pen et ses amis rêvent, Macron et son staff le font... sans « *mollesse* ». Ils visent tous, surtout, à détourner l'anxiété voire la colère qui s'expriment dans les classes populaires face aux conséquences de la gestion capitaliste de la pandémie sur l'emploi, les salaires et les conditions de vie.

Seule la vraie vie et nos vraies luttes peuvent les bousculer

Le racisme et tout le fatras d'idées moyenâgeuses que véhicule cette droite nationaliste n'est pas le seul

point commun entre LRM, LR et RN. Il y a aussi le silence complet devant les problèmes quotidiens.

Les commerçants ruinés ? Rien ou très peu. Les agriculteurs et éleveurs, aujourd'hui aux prises avec les grands de la distribution ? Rien non plus de la part du gouvernement, sinon des jérémiades. Les travailleurs licenciés un peu partout dans le pays ? Rien, vraiment rien. Les queues devant les banques alimentaires et autres restos du cœur qui accueillent maintenant des jeunes ? Rien non plus. Et les SDF ? Rien de rien.

Tout l'argent et les aides de l'État – magiques ! – sont allés à ceux qui en avaient déjà. Quasiment rien aux autres. Des centaines de milliards donnés au grand patronat sans contreparties. Macron, Le Maire et Darmanin sont les artisans de cette politique, mais Marine Le Pen n'en dit rien, elle qui pourtant, du moins en période électorale, se prétend volontiers protectrice des Français modestes.

Droite et extrême droite se livrent à un vrai numéro de clowns. D'un côté, ceux qui pèlent les oignons – Macron et ses ministres qui servent leurs maîtres capitalistes, les très riches, attaquent les droits des travailleurs, expulsent les migrants et distillent le poison raciste –, et de l'autre, ceux qui pleurent ou piaffent de prendre leur place – les Républicains et Marine Le Pen.

Restent nos mobilisations et nos luttes. En gestation certes. Elles seules peuvent les faire taire, tous.

NOTRE PRESSE
version papier, en ligne et
sur les réseaux sociaux :

www.convergencesrevolutionnaires.com

 **Convergences révolutionnaires**



On ne fait pas la manche !

Le 2 mars, la direction va annoncer les augmentations de salaires et les primes d'intéressement et de participation. Pour bien faire comprendre à tout le monde qu'il ne fallait pas rêver, pendant les négociations, des syndicats beni-oui-oui ont réclamé 22 € nets d'augmentation générale (1,5 %). Wow, quelle audace ! Ça correspond grosso modo à l'inflation, c'est-à-dire aucune « augmentation ».

Ce qu'on veut c'est une vraie part du gros gâteau : les actionnaires, eux, vont se partager 2,5 milliards en actions le 8 mars. Ce sont les salariés qui ont fait le gâteau pas les actionnaires. Alors mieux qu'une prime qui varie et peut disparaître l'année d'après, c'est d'une vraie augmentation solide dont on a besoin !

Un poste en moins = surcharge en plus

Le mercredi 17, à l'usine de Poissy, des salariés de différents secteurs du Montage ont débrayés, entraînant son arrêt pendant près de 5 heures. Ils ont été suivis par les équipes du lendemain. Pour tenter de les impressionner, la direction a ramené une trentaine de chefs et de jaunes mais ça n'a eu aucun effet car tout le monde sait qu'ils sont incapables prendre la place des grévistes.

Ces derniers revendiquaient l'abandon de la suppression d'un poste, ce qui signifiait l'aggravation de la surcharge de travail pour ceux qui restent. Au final la direction a dû reculer : rajouter temporairement des salariés sur la ligne et stopper ses tentatives de suppressions de poste. Un exemple à suivre pour tous les secteurs en sous-effectifs !

À Renault ou PSA, contre les suppressions de postes

Le mercredi 17, à Renault Douai, plus d'une centaine de salariés du Montage, se sont mis en grève pendant 4 heures, contre les conditions de travail inacceptables.

Comme chez nous, à PSA, ceux de Renault dénoncent les postes surchargés le manque de personnel et le mépris de la hiérarchie. Malgré la promesse de renforts, la direction refuse encore de créer des postes. Alors que Renault et PSA menacent plusieurs milliers de postes en France et dans le monde, le résultat dans les usines c'est la surcharge pour tous pendant que le chômage grossit.

Licenciements pour les uns, profits pour les autres

Entre mars et décembre 2020 plus de 700 plans de sauvegarde de l'emploi (PSE, c'est-à-dire plans de licenciements) ont été annoncés, soit 76 100 ruptures de contrat de travail, près de trois fois plus que sur la même période en 2019. Sans compter les pseudos « départs volontaires » que l'on ne compte plus. Pour les grandes boîtes que l'État a arrosées par milliards comme Airbus, Total, Renault ou Sanofi, la crise sanitaire a bon dos pour multiplier les suppressions d'emploi.

La vie est moins dure pour les actionnaires. Vaccin

Covid ou pas, Sanofi, licencieur en vogue, a pris un milliard sur ses fonds propres sur les quatre milliards de dividendes versés.

Ce ne sont pas aux travailleurs de payer la crise !

Fraude au RSA : pauvres fraudeurs et grands fraudeurs

En 2019, sur les 894,6 millions d'euros de remboursement exigé au titre d'un RSA (revenu de solidarité active) indument versé, seuls 323,7 millions ont été considérés comme « fraudés », les autres n'étant que des erreurs. Cela représentait 44 000 erreurs ou fraudes (et en grande majorité des erreurs) comparé au 1,8 million de bénéficiaires du RSA. Voilà qui montre le peu d'ampleur de cette fraude. Par contre ce sont des milliards d'euros non versés chaque année par l'État (3,6 milliards en 2016) en raison du « non-recours » (ceux qui y ont droit mais, soit n'en ont pas été informés, soit n'ont pas vu leurs demandes traitées).

L'intensification de « la lutte contre la fraude » justifie un véritable harcèlement contre les allocataires : en Alsace, certains se sont vus couper leur RSA pour avoir vendu des vêtements ou leur voiture...

Les 41 milliards de fraude patronale répertoriés sont bien moins dénoncés par les médias et les politiciens de droite comme de gauche. Pour la justice bourgeoise et ses supporters, c'est haro sur les pauvres.

Troupes françaises, hors d'Afrique !

À l'issue du sommet du G5 Sahel qui réunissait les 15 et 16 février les chefs d'État du Mali, Niger, Tchad, Burkina Faso et Mauritanie et des représentants de la France et de l'Union européenne, Macron a annoncé le maintien de la présence militaire française au Sahel. Il a vanté les prétendus succès de l'opération Barkhane dans la lutte contre le terrorisme. Mais bien loin de « sauver le Sahel » comme le prétend Macron, les populations civiles sont au contraire victimes de l'armée française et de celles de ses alliés du G5 : selon les associations de défense des droits humains, en 2020 au Sahel, plus de civils ont été tués par des forces de sécurité que par des groupes terroristes. Ce n'est pas la paix que la Françafrique s'efforce de faire régner au Sahel, mais la défense de ses intérêts.

Retrouvez les bulletins l'Étincelle sur Facebook :



NPA L'Étincelle - PSA région parisienne

